

marches-securises.fr

PUBLICATION

ÉTABLISSEMENT

CD des A-M - Secrétariat Général

Route de Grenoble

BP 3007

06201 Nice

AVIS DE MARCHÉ

SERVICES

Avis de marché – directive générale, régime ordinaire

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : CD des A-M - Secrétariat Général.

Forme juridique de l'acheteur: Autorité locale

Activité du pouvoir adjudicateur: Services généraux des administrations publiques.

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre: 2026A0014 - Missions d'accompagnement pour les relations presse et relations publiques du Département des Alpes-Maritimes.

Description: Missions d'accompagnement pour les relations presse et relations publiques du Département des Alpes-Maritimes

Identifiant interne: 2026A0014.

Type de Procédure: Ouverte.

Procédure accélérée: NON.

2.1.1 Objectif

Nature du marché: services.

Nomenclature principale (cpv): 79341100.

2.1.2 Lieu d'exécution

2.1.3 Valeur

2.1.4 Informations générales

Base juridique : Directive 2014/24/EU

2.1.5 Conditions de passation des marchés

2.1.6 Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion: Avis

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Faillite:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Corruption:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Concordat:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Participation à une organisation criminelle:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Fraude:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Insolvabilité:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Biens administrés par un liquidateur:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Motifs d'exclusion purement nationaux:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Coupable d'une faute professionnelle grave:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Paiement des cotisations de sécurité sociale:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

État de cessation d'activités:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Paiement d'impôts et taxes:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation.

Section 5 - Lot

5.1 LOT N° : LOT-0001

Identifiant interne: Lot unique.

Titre: Lot : Missions d'accompagnement pour les relations presse et relations publiques du Département des Alpes-Maritimes.

Description: Missions d'accompagnement pour les relations presse et relations publiques du Département des Alpes-Maritimes

5.1.1 Objectif

Type de marché: services.

Classification CPV: 79341100.

5.1.2 Lieu d'exécution

5.1.3 Durée estimée

Durée par mois: 48.

5.1.4 Renouvellement

Description: Accord-cadre sans minimum d'un montant maximum de 120.000,00 € HT par période de 12 mois, reconductible 3 fois par période de 12 mois pour les mêmes montants, soit une durée maximale de 48 mois..

5.1.5 Valeur

Valeur (hors TVA): 480000 EUR.

Valeur maximale de l'accord-cadre: 480000 EUR.

5.1.6 Informations générales

Le marché est financé au moins partiellement par des fonds de l'Union européenne: Projet de passation de marchés non financé par des fonds de l'UE.

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui.

5.1.7 Achats stratégiques

Approche de réduction des impacts environnementaux: none.

5.1.8 Critères d'accessibilité

5.1.9 Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Document de marché.

Description : Capacité technique sans minimum exigé.

Description : Capacité financière sans minimum exigé.

5.1.10 Critères d'attribution

Critère Prix :

Nom : Le prix.

Description : Le prix.

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 40

Critère Qualité :

Nom : La valeur technique.

Description : SC1 (30 pts) Note sur la prestation de relations presse et relations publiques SC 2 (20 pts) savoir-faire d'entreprise SC3 (10 pts) moyens humains affectés à la réalisation.

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 60

5.1.11 Documents de marché

Pas de restriction en matière d'accès aux documents.

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : français.

5.1.12 Conditions du marché public

Soumission électronique : Requête

Date limite de réception des offres : 13/04/2026 à 15:30.

Adresse pour la soumission : <https://marches-securises.fr/>.

Catalogue électronique : Non autorisée

Langues dans lesquelles les offres ou les demandes de participation peuvent être présentées : français.

Une signature ou un cachet électronique avancé ou qualifié [tel que défini dans le règlement (UE) no 910/2014] est requis.

Variantes : Non autorisée

Date limite jusqu'à laquelle l'offre doit rester valable : 5 Mois

Conditions de présentation :

Informations complémentaires : Séance non publique.

Conditions du marché :

Facturation électronique : Requête

Le paiement électronique sera utilisé.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximum de participants : 1.

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et révision

Organisation chargée des procédures de médiation : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

Organisation chargée des procédures de recours : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

Informations relatives aux délais de recours : Recours pour excès de pouvoir : 2 mois à compter de la publication ou notification de la décision attaquée et jusqu'à la signature du contrat. Référé pré contractuel : possible jusqu'à la signature du marché. Référé contractuel : en application de l'art R 551-7 du code de justice administrative. Recours de plein contentieux : 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : CD des A-M - Secrétariat Général

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : CD des A-M - Secrétariat Général

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

Organisation qui reçoit les demandes de participation : CD des A-M - Secrétariat Général

Organisation qui traite les offres : CD des A-M - Secrétariat Général

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : CD des A-M - Secrétariat Général.

Numéro d'enregistrement (SIRET) : 22060001900016.

Adresse postale : Département des Alpes-Maritimes - Centre administratif départemental (CADAM).

Adresse postale : Département des Alpes-Maritimes - Centre administratif départemental (CADAM). 147 boulevard du Mercantour - BP 3007.

Ville : NICE CEDEX 3.

Code postal : 06201.

Pays : FRANCE.

Point de contact: Service des Marchés.

Adresse électronique: marches@departement06.fr.

Téléphone: +33 497186000.

Adresse internet: <https://www.marches-securises.fr>.

Profil de l'acheteur: <https://www.marches-securises.fr>.

8.2 ORG-0003

Nom officiel : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA).

Numéro d'enregistrement (SIRET) : 17060005000026.

Adresse postale : 18 avenue des Fleurs.

CS 61039.

Ville : NICE CEDEX 1.

Code postal : 06050.

Pays : FRANCE.

Point de contact: Tribunal administratif de Nice.

Adresse électronique: greffe.ta-nice@juradm.fr.

Téléphone: +33 489978600.

Adresse internet: <http://nice.tribunal-administratif.fr/>.

Url d'échange d'informations: <http://nice.tribunal-administratif.fr/>.

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis :48c222b2-d80c-4178-91bf-2e05bcd77774

Type de formulaire: Mise en concurrence.

Type d'avis : Avis de marché – directive générale, régime ordinaire.

Date d'envoi de l'avis: 10/03/2026 à 09:44.

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français.